

Centre de Lutte contre l'Impunité et
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)
Rue de la colonne 54/4
1080 BRUXELLES
Tél/Fax : +32 816 011 13
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743
Email: info@cliir.org
Site web: www.cliir.org
[@cliir_org](http://cliir.org)



CLIIR, un regard impartial

COMMUNIQUE n° 120/2010

L'extermination programmée des rescapés Tutsis pour avoir un prétexte d'éliminer certains opposants politiques du Rwanda.

Introduction : Tous les prétextes sont bons pour la junte militaire du général Paul KAGAME pour se débarrasser des ses opposants réels ou supposés. Des rescapés Tutsis appellent au secours et demandent au Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR)* de lancer un cri d'alarme pour demander la mise en place d'une **Commission internationale indépendante pour enquêter sérieusement sur l'assassinat des rescapés Tutsis depuis 1996**. Cette commission devrait découvrir non seulement les assassins mais aussi **le ou les commanditaires ainsi que les bénéficiaires de la mort des rescapés Tutsis sacrifiés** chaque fois qu'il y a une crise politique majeure au Rwanda.

Les quelques rescapés Tutsis qui ont contacté le coordinateur du Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR) sont convaincus que les rescapés tutsis sont assassinés régulièrement au Rwanda par des commandos attachés à la DMI¹ (Directorate of Military Intelligence) qui font partie des forces spéciales inclus dans les Forces Rwandaises de Défense (nouvelle appellation de l'Armée Patriotique Rwandaise, une milice du président Kagame).

Ils racontent leur calvaire durant 15 ans du règne Kagame comme suit : « *Nous avons constaté la recrudescence des assassinats de rescapés Tutsis chaque fois que le régime du FPR rencontre des problèmes politiques majeurs liés à l'absence des droits humains et des libertés publiques ainsi qu'à la contestation populaire. Nous sommes sûrs que des enquêteurs internationaux indépendants pourraient découvrir « A qui profite l'assassinat des rescapés Tutsis » d'autant plus que nous ne croyons pas qu'il s'agit de nos voisins Hutus vivant sous la terreur quotidienne. Selon les statistiques annoncées par l'association des rescapés Tutsis, IBUKA, mardi le 12/01/2010, quatre (4) rescapés Tutsis ont été déjà tués en janvier 2010 tandis qu'elle aurait recensé 26 rescapés Tutsis assassinés pour toute l'année 2009* ».

¹ La DMI (Directorate of Military Intelligence) est une véritable « machine à tuer », une sorte de GESTAPO Tutsi créée et dirigée par le président rwandais et président du FPR (Front Patriotique Rwandais), le Général Paul KAGAME. La DMI a impunément assassiné, torturé, emprisonné et fait disparaître des milliers d'opposants politiques (réels ou supposés), des anciens dignitaires et intellectuels Hutu ainsi que de simples citoyens rwandais Hutu et Tutsi depuis plus de 15 ans.

Les rescapés Tutsis se sentent sacrifiés par KAGAME et pris en otage par IBUKA :

Après avoir fait leurs propres analyses, les rescapés Tutsis dénoncent ce qui suit :

- 1) « *Les assassinats de rescapés Tutsis ont déjà servi de prétexte au président Kagame pour attaquer les camps de réfugiés Hutus établis à l'Est de l'ex-Zaïre (actuel RDC) fin 1996. Plusieurs assassinats de rescapés Tutsis avaient été enregistrés en mai et juin 1996 après le départ forcé des troupes onusiennes de la MINUAR II. Lorsque Kagame veut s'attaquer à des Hutus considérés à tort ou à raison comme des opposants politiques, quelques tutsis sont assassinés dans leurs régions d'origine pour justifier les représailles et les arrestations arbitraires et parfois les tueries massives contre des Hutus innocents* ».
- 2) **Depuis que le Parti Social IMBERAKURI** est opérationnel et que son président, Maître Bernard NTAGANDA, ose dénoncer l'injustice et la terreur qui frappe toutes les couches de la population, le régime de Kagame l'accuse de tous les crimes : idéologie génocidaire, divisionnisme, etc. Depuis que **Madame INGABIRE Umuhoza Victoire**, présidente des Forces Démocratiques Unies (FDU) a annoncé qu'elle viendra participer aux élections présidentielles de 2010, les assassinats de rescapés Tutsis se sont intensifiés tout en offrant un beau prétexte d'emprisonner des Hutus que nous croyons tout à fait innocents.
- 3) **Ces rescapés ont réussi à identifier un des rescapés tutsis qui ont été manipulés et utilisés par la DMI pour lancer la grenade au Mémorial du génocide à Gisozi** dans la ville de KIGALI dans la soirée du jeudi 10 avril 2008. Il a réussi à fuir le Rwanda. Voici un extrait de la dépêche envoyée par Arthur Asimwe de l'Agence REUTERS le lendemain vendredi 11/04/2008 : "*Un individu est entré dans le musée et a lancé une grenade sur les policiers en faction. L'un d'eux a été tué sur le coup*", a précisé Marcel Higiro, porte-parole de la police. "*Il doit s'agir de l'un de ces extrémistes qui continuent de nourrir une idéologie génocidaire*" a-t-il ajouté. Le musée du génocide de Gisozi est une étape obligée pour les hôtes de marque étrangers du Rwanda. Il y a quelques semaines, le président américain George W. Bush, y avait fait étape dans le cadre d'une tournée-éclair en Afrique ». Chaque attaque simulée est attribuée aux « présumés » génocidaires Hutus.
- 4) Ces rescapés Tutsis dénoncent également **un recensement de tous les rescapés tutsis, morts ou vifs qui sont ou qui furent enrôlés comme militaires ou cadres politiques** du Front Patriotique Rwandais (FPR). Ces rescapés ont reçu des révélations selon lesquelles **le Président Paul KAGAME souhaite s'en débarrasser et les présenter comme les principaux responsables des massacres attribués aux militaires du FPR**. Ces rescapés Tutsis seraient encore une fois sacrifiés et envoyés au Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) ou à la justice espagnole **pour payer et couvrir les massacres de civils Hutus tués par les militaires du FPR rapatriés d'Uganda**. Kagame espère ainsi renouveler son coup de bluff lorsqu'il s'excusa pour le massacre des évêques et des religieux catholiques tués le 5/06/1994 au monastère de GAKURAZO, non loin de Kabgayi. **Le FPR a menti**, comme d'habitude, **en affirmant que les trois évêques et tout le staff des prêtres diocésains de Kabgayi ont été tués par des jeunes rescapés Tutsis dont les familles venaient d'être décimées pendant le génocide d'avril 1994**. Or cette décapitation de l'Eglise catholique du Rwanda a été ordonnée par Paul KAGAME soit environ 4 jours après la capture des religieux à Kabgayi le 2/06/1994. D'après le Lieutenant Abdul RUZIBIZA, les militaires du FPR n'auraient jamais osé tuer des personnalités aussi importantes sans l'ordre formel de leur chef suprême Paul Kagame.
- 5) Ces rescapés Tutsis **dénoncent les manifestations attribuées à IBUKA** mais qui sont en réalité commanditées par SIMBURUDARI Théodore, président d'IBUKA. Cet homme est inféodé au pouvoir du président Paul Kagame. Tous les anciens responsables d'IBUKA, qui ont manifesté leur indépendance vis-à-vis du FPR, ont dû s'exiler depuis 1998. Nous pouvons citer la fuite des principaux chefs et membres de l'Association de rescapés tutsi

du génocide IBUKA : Monsieur **Anastase Mulumba** : Secrétaire général d'IBUKA ; le Docteur **Josué Kayijaho** : V/Président, Monsieur **Etienne Masozera**, Secrétaire exécutif, **Niyibizi Osée** : Directeur du Fonds d'Aide aux Rescapés du génocide (FARG). D'autres responsables d'autres associations de veuves tutsies ont continué de s'exiler dès qu'elles se sont éloignées de la politique générale d'une répression aveugle contre toutes les cibles du pouvoir. Ces rescapés racontent comment **tout rescapé Tutsi qui refuse de venir à ces manifestations forcées et orchestrées par le régime FPR est menacé de toutes sortes de représailles**. Ils estiment que l'association IBUKA a été détournée en partie de ses objectifs nobles pour devenir une caisse de résonance du pouvoir. Un instrument pour exercer un chantage permanent auprès du TPIR et des tribunaux ordinaires et Gacaca.

- 6) Ces rescapés Tutsis dénoncent également **le détournement des tribunaux GACACA** par les structures de la DMI. D'après leur constat, **les « juges Gacaca », qui sévissent dans les Gacaca et qui sont chargés de monter de faux procès** dans lesquels des Hutus innocents sont calomniés et condamnés arbitrairement à de lourdes peines, **sont souvent des anciens exilés Tutsis rentrés des pays limitrophes ou des pays occidentaux**.

CONCLUSION :

En guise de conclusion, les rescapés tutsis craignent que la recrudescence des assassinats qui visent les rescapés Tutsis est une stratégie du président Paul KAGAME qui risque de s'en servir pour éliminer physiquement ou neutraliser les principaux opposants que sont **Maître Bernard NTAGANDA, Madame Victoire INGABIRE, Monsieur Frank HABINEZA, etc...**

Le président Kagame emprisonne déjà ses opposants par le système Gacaca :

Ces rescapés Tutsis rappellent comment les anciens candidats aux élections présidentielles furent combattus et persécutés par le pouvoir. Ceux qui n'ont pas été emprisonnés directement comme l'ancien président de la République **Pasteur BIZIMUNGU condamné à 15 ans de prison**, ont vu leurs proches parents condamnés par les juridictions GACACA.

Comme cela vient d'arriver pour la mère de Victoire INGABIRE. En effet, Domitille MUKANTAGANZWA, secrétaire exécutive du SNJG (Service National des Juridictions Gacaca), a déclaré au quotidien du FPR, The New Times du jeudi 28/01/2010, **que la vieille Thérèse DUSABE, mère biologique de Victoire Ingabire, a été condamnée à 30 ans de prison** pour génocide par un tribunal Gacaca de BUTAMWA à l'aide d'un détenu de la prison de Kigali nommé Sebastian MUHIZINA. Cette condamnation sort pour embêter Victoire.

Rappelons que **la sœur de M. Jean Népomuscène NAYINZIRA**, ancien président du PDC (Parti Démocrate Centriste) et candidat aux élections présidentielles d'août 2003, **Madame Stéphanie NDAYAMBAJE**, une septuagénaire pensionnée et ancienne Chef du Personnel au Centre Hospitalier de Kigali, **a été condamnée arbitrairement à 30 ans** de prison en 2007 par le Gacaca. Parce qu'elle est la sœur de l'ancien candidat présidentiel opposant à Kagame.

Rappelons également la condamnation arbitraire du Docteur NIYITEGEKA Théoneste par le Gacaca. **Mardi le 5 février 2008, le Dr NIYITEGEKA Théoneste** a été condamné à 15 ans de prison comme l'ancien président Pasteur BIZIMUNGU. Il a été incarcéré dans la prison de Gitarama. Ancien candidat à la présidence de la République lors des élections de 2003 contre KAGAME, le Dr. Niyitegeka Théoneste avait été acquitté par la juridiction Gacaca de Gihuma (Gitarama) en première instance en date du 30/10/2007. Mais il devait être neutralisé.

Recommandations : La Grande Bretagne, les USA et leurs alliés occidentaux doivent éviter que le Rwanda ne devienne comme l'immense pays du NIGERIA où une poignée de 20

généraux tiennent en otages des dizaines de millions de nigérianes et nigériens. Ce pays, ancienne colonie britannique dévasté par SHELL Petroleum, vit des mascarades électorales. Le président Paul KAGAME devrait arrêter de sacrifier les rescapés Tutsis du génocide qu'il a lui-même déclenché en commanditant l'attentat terroriste aérien du 6 avril 1994 qui a tué le président burundais Cyprien NTARYAMIRA et son homologue du Rwanda, Juvénal HABYARIMANA, tous deux présidents Hutus en exercice dans leurs deux pays.

Fait à Bruxelles le 28 janvier 2010

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur (gsm 0476701569)



CLIIR* : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humains.

Rappelons un extrait de la Tribune parue dans le quotidien **La Libre Belgique** du 21 mai 2008 et intitulée « *Permis de Sauver* » présenté par les responsables suivants sous la pétition intitulé **Demandons "permis de sauver"**

- **Viviane Lipszstadt**, coordinatrice du Centre d'action globale du Service Social Juif
- **David Meyer**, rabbin, enseignant, écrivain
- **Eugène Mutabazi**, président de Remember Tutsi Genocide
- **Mirjam Zomersztajn**, directrice du Centre Communautaire Laïc Juif

Loin des cameras, les tueries de survivants tutsis continuent. Les Européens resteront-ils coupables d'indifférence ou vont-ils ouvrir les portes de leurs paisibles pays pour les sauver ?



L'été 2008 ressemblera-t-il à l'été 1938 ? Voilà une question qui risque de laisser de nombreux lecteurs perplexes. Faisons pourtant l'effort de nous remémorer le mois de juillet 1938 où, dans la paisible ville d'Evian, se joua le sort de tant de victimes innocentes. C'est à cette date et en ce lieu que fut organisée une conférence internationale sur la question des réfugiés juifs cherchant à fuir le régime nazi. Bien que les dirigeants du monde libre fort capables d'imaginer que le pire était à venir pour les Juifs du III^e Reich déjà éliminés de la vie économique, sociale, culturelle et professionnelle, nul ne fit l'effort de réviser à la hausse sa politique d'immigration, permettant à

ceux qui avaient encore une chance de survivre de trouver un refuge dans le vaste monde. Pour beaucoup l'été 1938 fût certainement l'échec le plus pathétique des États « libres et démocratiques ». C'était il y a septante ans. Insouciance de l'Occident et silence coupable.

Un autre peuple, un autre lieu, une autre date, un autre siècle. Les Tutsis du Rwanda, fin mars et début avril 2008, quatorze années après la fin du génocide. Les noms sont parfois difficiles à prononcer pour les européens que nous sommes et les lieux ne nous sont pas familiers, mais l'effort de lecture est nécessaire si l'injonction du « plus jamais ça » peut encore avoir un sens. Prenez le temps de lire ces quelques noms, cités à titre d'exemple parmi tant d'autres, d'imaginer ces vies anéanties et détruites:

Jacques NTIGURIRWA, habitant à Remera, a été mortellement blessé le 29 mars 2008 à Nyarutarama par des Hutus armés de couteaux. Il avait survécu au génocide. Cécile MUKANDOLI, 73 ans, secteur Mbuye, Ruhango a été sauvagement assassinée le 27 mars 2008 puis jetée aux abords d'une petite rivière. Elle avait perdu son mari et ses deux fils en 1994. Elle avait survécu au génocide. Bienvenu RUMATA, étudiant en 3ème année secondaire à Rubengera, Kibuye, a été battu puis étranglé à mort le 25 mars 2008 par ses condisciples de classe Hutus à l'aide d'une corde. Il était orphelin du génocide. Jean Paul MUVUNYI, 35 ans, originaire de Karehe à Nyarusange a été sauvagement assassiné dans la nuit du 17 mars 2008. Après l'avoir étranglé, les tueurs lui ont donné des coups de machettes au visage. Il avait survécu au génocide. MANIRAGABA de Busoro, à Kamonyi, a été battu à mort dans la nuit du 2 mars 2008 par des Hutus. Il était survivant du génocide. KABANDA, son frère a été poignardé le même jour par un membre de la force de défense locale Hutu. Il avait survécu au génocide. Attaque à la grenade au site du mémorial de Gisozi à Kigali dans la nuit du 10 au 11 avril 2008 : une veillée commémorative y était organisée et des centaines de survivants s'y étaient rassemblés pour l'occasion. Le 10 avril 2008, un jeune rescapé du génocide a été assassiné par un Hutu à Remera dans la capitale. Le même jour, un conducteur Hutu a lancé son véhicule dans une foule de jeunes étudiants rescapés tutsis de l'université de Nyandungu qui faisaient une marche silencieuse en mémoire des leurs, assassinés par des Hutus en avril 1994. Un jeune a été tué sur le coup et sept autres grièvement blessés.

C'est ainsi que quotidiennement et loin des caméras se joue aujourd'hui même l'avenir des survivants tutsis du génocide. Nous pensions tous que les tueries s'étaient officiellement arrêtées fin juin 1994, après les cent jours de la « saison des machettes ».

Alors que reste-t-il si ce n'est ce fameux « permis de sauver », cette lucidité qui veut que face à la menace et à la persécution, l'État occidental libre et démocratique ouvre ses portes et offre à ceux qui le peuvent encore la possibilité d'être physiquement sauvé ? Là encore, revenons à l'Histoire, porteuse non seulement d'échec et de honte mais aussi d'espoir et de force. Malgré la démission coupable de la conférence d'Evian de l'été 1938, n'oublions pas l'initiative très privée de quelques hommes et femmes, membres de l'Association des Réfugiés Juifs de Grand Bretagne, qui par la seule force de leur désespoir parvinrent à obliger le gouvernement britannique à accepter l'immigration illimitée – oui nous disons bien illimitée – de tous les enfants juifs allemands et autrichiens de moins de 17 ans qu'ils parviendraient à faire sortir du territoire germanique. Ils créèrent les Kindertransport, des trains chargés d'enfants – laissant derrière eux parents et familles – qui, de la fin 1938 jusqu'au

déclenchement des hostilités, sauvèrent pourtant tant de vies. Ainsi nous nous interrogeons : si les choses évoluent pour le pire, comme nous le craignons, aurons nous à notre tour, non seulement l'énergie du désespoir mais aussi et surtout l'écoute bienveillante et visionnaire de nos gouvernements pour sauver et protéger ceux qui demain seront peut-être le seul avenir des rescapés tutsis, certes exilés, affaiblis et déracinés mais toujours vivants.

Désabonnement : contact@shalomarchav.be